

*Questions orales*

**L'hon. Allan J. MacEachen** (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je puis dire au député qu'il n'y a pas actuellement d'embargo général sur l'exportation d'armes ou de matériel militaire à la Turquie, bien qu'on ait suspendu les envois de ce matériel pendant un certain temps après les événements de Chypre en juillet et août derniers. A l'heure actuelle, chaque demande d'expédition d'armes ou de matériel militaire à la Turquie serait étudiée à la lumière de la situation politique et militaire actuelle ou prévisible dans la région, avant qu'un permis d'exportation ne soit octroyé. La Chambre sait bien que le gouvernement n'a pas pour politique de permettre l'exportation d'armes ou de matériel de guerre à une région qui est la scène d'hostilités militaires.

**M. Brewin:** Comme le Canada maintient des forces à Chypre, ne serait-ce pas manquer de perspicacité, pour ne pas dire plus, que de fournir des armes à des gens qui pourraient, dans certaines circonstances, s'en servir contre nos propres troupes?

**M. MacEachen:** Oui, je crois que le député a raison. Si c'était le cas et si nous expédiions des armes dans ces circonstances, nous manquerions en effet de perspicacité mais je ne pense pas que cela se produise.

\* \* \*

● (1450)

[Français]

**L'INDUSTRIE****L'ALCAN—LES RAISONS DE LA DIMINUTION DE LA PRODUCTION ET DE L'ACCROISSEMENT DU CHÔMAGE**

**M. Claude Wagner** (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce.

Comme les producteurs nord-américains d'aluminium, tant aux États-Unis qu'au Canada, ont annoncé récemment une baisse globale de production d'environ 13 p. 100 en moyenne, le ministre peut-il dire, devant pareille initiative de l'Alcan ici même au pays, à Arvida, à Shawinigan ou encore à Kitimat, s'il s'agit pour l'Alcan Canada d'une décision isolée, ou encore d'une mesure prise de concert avec ses concurrents, comme cela arrive ce temps-ci, si de toute façon il entend enquêter sur toute cette affaire, et si à tout le moins il a rencontré quelque autorité de l'Alcan Canada?

[Traduction]

**L'hon. Alastair Gillespie** (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je crois que le député pose une question au sujet des mises à pied dans l'industrie de l'aluminium, notamment à la société Alcan Canada. J'ai rencontré des représentants de cette société qui m'ont dit que le ralentissement de leurs marchés à l'étranger, surtout aux États-Unis, était la cause de ces mises à pied et de ces baisses de production.

[Français]

**M. Wagner:** Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Devant les quelque 700 mises à pied, temporaires ou non, effectuées par l'Alcan à Arvida ou à Shawinigan, le minis-

[M. Brewin.]

tre peut-il dire s'il sait quand la compagnie reprendra ses employés, et s'il entend s'assurer auprès de son homologue provincial que tout établissement éventuel par le gouvernement québécois d'une aluminerie en banlieue de Québec ne soit pas fait au prix d'un chômage accru à l'Alcan du Saguenay-Lac-Saint-Jean, région où le taux des sans-travail oscille déjà entre 15 et 20 p. 100?

[Traduction]

**L'hon. Robert K. Andras** (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je considérerai la démarche du député comme une proposition valable, m'informerai des détails et j'essaierai de lui obtenir une réponse dès que possible.

\* \* \*

[Français]

**LES COALITIONS****ON SUGGÈRE LA TENUE D'UNE ENQUÊTE SUR LES RAISONS DE LA RÉDUCTION DE LA PRODUCTION PAR L'ALCAN**

**M. Claude Wagner** (Saint-Hyacinthe): Monsieur le président, je désire poser une autre question supplémentaire, cette fois-ci au ministre de la Consommation et des Corporations.

Afin de vérifier si l'Alcan, spécialement au Lac Saint-Jean, a réduit sa production dans le but de créer une rareté des produits de l'aluminium pour pouvoir maintenir les prix à la hausse, le ministre est-il prêt à ordonner la tenue d'une enquête par la Commission sur les pratiques restrictives du commerce, et par ailleurs, a-t-il pris quelque mesure à ce sujet, soit de la seule initiative de son ministre, soit de concert avec son homologue provincial du gouvernement autonome des Québécois?

**M. André Ouellet** (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le président, en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, l'honorable député doit très bien savoir que le directeur des enquêtes et des recherches fait enquête chaque fois qu'il juge à propos de le faire, et que je ne suis pas dans une position de confirmer ou nier qu'une enquête est en cours.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AGRICULTURE****POMMES DE TERRE—DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DES PLANTEURS ET DE DÉPÔT DE L'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE COMMERCIALISATION**

**M. David MacDonald** (Egmont): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Elle porte sur la situation critique où se trouve l'industrie des pommes de terre dans l'est du Canada et dont le ministre est certainement au courant. Étant donné la réduction d'année en année d'environ 75 p. 100 du prix que touche l'agriculteur pour les pommes de terre qu'il vend et le fait qu'actuellement, le prix auquel les cultivateurs de l'Est vendent leurs pommes de terre représente à peu près la moitié du coût de production, le ministre et ses fonctionnaires préparent-ils un programme en vertu du plan de stabilisation en vue d'aider un large secteur de l'industrie et de l'empêcher de faire faillite?